



**SOMMAIRE**

	Page
Point 30 de l'ordre du jour:	
Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ( <i>suite</i> )	
Discussion générale ( <i>suite</i> ).....	31

**Président:** M. Hermod LANNUNG (Danemark).

**POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/3123/Rev.1, A/3123/Add.1 et 2, A/3154 [chap. VI, sect. IV]) (*suite*)**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)**

1. Le PRÉSIDENT rappelle que la question des réfugiés hongrois a à la suite de résolutions adoptées par l'Assemblée générale [résolution 1006 (ES-II)], fait l'objet d'un rapport spécial du Haut-Commissaire adjoint (A/3371 et Corr.1 et Add.1), qui a été présenté à l'Assemblée par le Secrétaire général. L'Assemblée générale a étudié cette question<sup>1</sup>; elle a donné des directives au Secrétaire général et au Haut-Commissaire adjoint. Pour éviter toute perte de temps, les membres de la Commission devraient s'abstenir d'aborder des questions qui ont déjà été débattues en séance plénière. Étant donné cependant qu'un mandat supplémentaire a été confié au Haut-Commissariat et que la tâche qui lui incombe s'en trouve accrue, il sera difficile de ne pas mentionner cette question. Il importe alors de ne le faire qu'en vue de contribuer à la solution du problème, d'une manière pratique et constructive, en se limitant à ses aspects purement humanitaires.
2. M. STRATOS (Grèce) estime que la Commission doit se préoccuper de savoir si l'Autriche peut à elle seule prendre soin des réfugiés qui se trouvent sur son territoire. Si tel n'est pas le cas, la Commission doit décider des mesures à prendre pour que le Haut-Commissariat puisse prêter son concours.
3. M. ROY (Haïti) appuie l'opinion avancée par le représentant de la Grèce.
4. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) pense que, conformément à la suggestion du Président, la Commission devrait envisager le problème des réfugiés hongrois en évitant toutes considérations d'ordre politique.
5. M. BARODY (Arabie Saoudite) estime que la suggestion du Président est parfaitement judicieuse. La Commission doit tenir compte des décisions prises par l'Assemblée générale et notamment des dispositions du paragraphe 4 de la résolution que celle-ci a adoptée le 21 novembre<sup>1</sup>. Étant donné cependant que la situa-

tion évolue très rapidement, il serait préférable, avant d'entamer le débat, d'entendre les déclarations du Haut-Commissaire adjoint sur les mesures qu'il a prises jusqu'ici et sur celles qu'il a l'intention de prendre.

6. M. ROY (Haïti) partage l'opinion du représentant de l'Arabie Saoudite. Il aimerait, d'autre part, quelques éclaircissements au sujet des chiffres mentionnés au paragraphe 445 du rapport du Conseil économique et social (A/3154).

7. M. READ (Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés) dit que, le 5 novembre, le Gouvernement autrichien a adressé au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés un télégramme dans lequel il déclarait que 10.000 Hongrois environ avaient cherché asile en Autriche pendant la semaine précédente. Le Gouvernement autrichien soulignait la nécessité urgente d'une aide financière et d'un accueil temporaire, dans d'autres pays, du plus grand nombre de réfugiés possible.

8. Le Haut-Commissaire adjoint a immédiatement envoyé un télégramme aux membres du Comité exécutif du FNUR ainsi qu'à d'autres gouvernements pour leur faire part de la demande d'assistance du Gouvernement autrichien. Ses services ont mis à la disposition de celui-ci une somme de 25.000 dollars prélevée sur le Fonds des Nations Unies pour les réfugiés.

9. Le 6 novembre, le Haut-Commissaire adjoint a adressé au Gouvernement fédéral de la République populaire de Yougoslavie un télégramme dans lequel il proposait de s'occuper également des réfugiés hongrois arrivant en Yougoslavie, et demandait des renseignements sur le nombre de réfugiés entrés dans le pays ainsi que sur les arrangements pris pour les recevoir, afin que le Secrétaire général puisse en rendre compte à l'Assemblée générale.

10. Le 15 novembre, le représentant permanent de la Yougoslavie à l'Office européen de l'Organisation des Nations Unies a remis au Directeur du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés un aide-mémoire où il était indiqué que le Gouvernement yougoslave était venu en aide à 300 réfugiés environ, pourvoyant à leur logement, à leur nourriture, à leur habillement et à leurs soins médicaux. Il était en outre déclaré dans cet aide-mémoire qu'au cas où le nombre des réfugiés augmenterait, le Gouvernement yougoslave serait heureux d'accepter l'offre d'assistance du Haut-Commissaire adjoint et que, dans sa recherche d'une solution au problème des réfugiés, il se conformerait aux principes de l'Organisation des Nations Unies et aux vœux des réfugiés.

11. C'est à partir du 28 octobre que les réfugiés hongrois ont commencé d'affluer en nombre considérable en Autriche. A la date du 21 novembre, le nombre des arrivées enregistrées s'élevait à 41.111, chiffre auquel il convenait d'ajouter un nombre probable de 14.000 arrivées non enregistrées. Les réfugiés ont été dirigés sur deux points de regroupement principaux en Au-

<sup>1</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Séances plénières, 587ème séance.

triche, et envoyés de là dans des centres d'accueil situés surtout à Vienne et en Basse-Autriche, où des locaux de fortune avaient été aménagés.

12. Le 14 novembre, le Gouvernement autrichien a décidé que les réfugiés seraient dispersés dans les provinces où, pour pourvoir à leur hébergement, de nouvelles dépenses devaient être engagées. Il y a très peu de places disponibles dans les camps de réfugiés officiels existants, qui abritent à l'heure actuelle 28.000 réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissariat. Les fonctionnaires autrichiens, les organisations bénévoles, dont la Croix-Rouge, et la population autrichienne ont rendu d'immenses services en cette heure critique.

13. Parmi les réfugiés, il y a eu d'abord un nombre considérable de femmes et d'enfants, mais par la suite les hommes ont prédominé. Les réfugiés ont été profondément reconnaissants de l'aide qui leur était apportée; ils ont fait preuve de sang-froid et de calme et se sont montrés capables de décider de leur avenir. La plupart d'entre eux sont arrivés sans rien d'autre que les vêtements qu'ils portaient; ils avaient un besoin urgent de vivres, d'articles de toilette et de vêtements. Aucun de ces articles n'était immédiatement disponible localement. La Croix-Rouge et les institutions bénévoles ont distribué des secours d'urgence, mais la moitié seulement des besoins ont pu être satisfaits jusqu'à présent.

14. Il a été créé à Vienne un Comité spécial composé de représentants de la Croix-Rouge internationale et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. On estime que les secours d'urgence déjà fournis aux réfugiés sous forme de denrées alimentaires, de fournitures médicales, de literie et de couvertures, atteignent une valeur de 2 millions de dollars. Cette somme comprend des fournitures procurées par l'Ambassade des États-Unis et l'administration du Programme des États-Unis pour l'aide aux fugitifs (USEP), et dont la valeur est supérieure à 300.000 dollars. La Croix-Rouge internationale fournit temporairement des vivres, de la literie et des couvertures pour 20.000 réfugiés; la valeur des rations essentielles fournies par son intermédiaire s'élève à 4 schillings autrichiens (15 cents des États-Unis) par personne et par jour. Le coût total du soin et de l'entretien des réfugiés hongrois en Autriche est estimé à 26 schillings autrichiens (1 dollar) par personne et par jour, dont 8 schillings (30 cents) pour la nourriture.

15. Dans la région viennoise, environ 3.000 réfugiés ont été hébergés dans des maisons particulières et des hôtels, et 7.000 environ dans des camps d'urgence installés par les autorités fédérales. Environ 18.000 ont été répartis en province dans de nouveaux camps d'urgence, dans des habitations privées et, pour un très petit nombre d'entre eux, dans des camps fédéraux de réfugiés qui existaient déjà. Sept mille réfugiés environ ont été hébergés en Autriche orientale, dans des casernes inutilisées et en mauvais état. Il y a dans toute l'Autriche une grande pénurie de logements, et tous les locaux disponibles ont été rapidement surpeuplés; il a quelquefois fallu laisser les réfugiés des nuits entières dans des trains stationnant entre les centres de réception situés près de la frontière et les endroits où il serait possible de les héberger.

16. La réponse à l'appel que le Haut-Commissariat et le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) ont adressé aux gouvernements pour qu'ils donnent temporairement asile aux réfugiés a été remarquable. Les gouvernements ont offert d'accueillir un grand nombre de réfugiés sans mettre à

cette offre les conditions habituelles concernant l'âge, les aptitudes, la santé, l'importance de la famille, etc. La Suisse a été le premier pays à accueillir des réfugiés en nombre important, mais d'autres pays se sont également hâtés d'envoyer en Autriche des missions chargées d'arranger le départ rapide des réfugiés; au 23 novembre, 10.487 réfugiés avaient quitté l'Autriche. Le CIME a apporté une aide précieuse pour le transport des réfugiés hongrois et s'est engagé à payer les frais de transport de tout réfugié à qui s'offrirait une deuxième occasion de réinstallation, ainsi qu'à payer le voyage de retour en Autriche de ceux qui décideraient ultérieurement d'y revenir.

17. Pour ce qui est de la réinstallation, M. Read souligne que les offres intéressantes seulement les orphelins ne contribuent pas à améliorer la situation générale; que toutes les offres ne sont pas du même niveau, certains pays étant plus en état que d'autres d'accueillir des réfugiés; que si l'afflux des réfugiés se poursuit, les offres reçues jusqu'à présent ne seront pas suffisantes et qu'enfin certains réfugiés ne pourront quitter l'Autriche pour des raisons d'ordre psychologique ou autres.

18. Les chiffres que le Haut-Commissaire adjoint a indiqués, dans son rapport au Secrétaire général (A/3371 et Corr.1 et Add.1), pour les dépenses additionnelles que devrait supporter le Gouvernement autrichien, ne sont plus valables puisqu'ils étaient fondés sur le chiffre hypothétique de 20.000 réfugiés, alors qu'on en compte actuellement 60.000.

19. Le Gouvernement autrichien a accepté que le Haut-Commissariat soit l'organe coordinateur de l'assistance internationale aux réfugiés hongrois. Un comité pour la coordination de l'aide aux réfugiés hongrois a été créé à Vienne au début du mois de novembre, sous la présidence du représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; il se réunit régulièrement pour échanger des renseignements et coordonner les activités des diverses autorités, organisations et institutions. Il est composé de représentants du Gouvernement fédéral autrichien (Ministère de l'intérieur), du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, du Programme des États-Unis pour l'aide aux fugitifs, de la Croix-Rouge internationale et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, des institutions bénévoles internationales, des institutions bénévoles nationales et du Comité national autrichien pour l'aide aux réfugiés hongrois. Il a été convenu que la Croix-Rouge internationale est chargée de la coordination des activités bénévoles pour ce qui est des secours immédiats, et que le CIME est chargé de l'enregistrement, de l'établissement des documents nécessaires et du transport des réfugiés à partir de l'Autriche. Les diverses institutions bénévoles internationales et nationales se chargent de l'assistance d'urgence, sur leurs propres ressources et avec l'assistance de l'USEP; elles aident également le CIME à enregistrer les réfugiés et à établir les documents nécessaires pour leur réinstallation hors d'Autriche.

20. Les bureaux de Vienne et de Genève du Haut-Commissariat échangent quotidiennement des rapports.

21. Sur l'invitation du Haut-Commissaire adjoint, des fonctionnaires supérieurs du CIME, de l'USEP et de 20 organisations bénévoles se sont réunis le 15 novembre au Palais des Nations. Ils ont pris connaissance de certaines informations et ont ensuite procédé à un échange de vues sur la meilleure manière de coordonner les efforts. Il a été convenu que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés serait responsable

de la coordination d'ensemble, que le CIME s'occuperait des mouvements des réfugiés et de l'établissement des documents nécessaires et que les organismes de la Croix-Rouge assumeraient le soin et l'entretien de l'ensemble des réfugiés pendant un mois. Les autres institutions participeraient à la tâche selon leurs ressources et détacheraient du personnel en Autriche. On a créé, à l'intérieur de cet organisme, un groupe de coordination plus restreint qui se réunit régulièrement pour suivre la situation de près. Il comprend des représentants du CIME, de l'USEP, de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, du Président de la Conférence permanente des agences bénévoles travaillant pour les réfugiés et du Conseil œcuménique des Eglises.

22. La réponse des gouvernements et des diverses institutions à l'appel du Haut-Commissaire a été encourageante; il faut espérer, étant donné l'ampleur toujours croissante du problème, qu'ils continueront d'aider l'Organisation des Nations Unies et l'Autriche à faire face à cette situation critique.

23. M. MACCHIA (Italie) considère que les observations formulées par le Président au début de la séance concernent l'organisation pratique et efficace des travaux de l'Assemblée générale à sa onzième session. Il importe de ne pas perdre de vue que le Haut-Commissariat a été chargé de prendre rapidement des dispositions efficaces pour fournir une assistance d'urgence aux réfugiés de Hongrie. La Commission doit étudier les problèmes d'organisation et de financement qui se posent au Haut-Commissariat du fait de la tâche qui lui a été confiée. La délégation italienne tient à souligner que l'ampleur du problème des réfugiés hongrois ne cesse de croître et que les rapports présentés il y a quelques jours seulement sont déjà largement dépassés par les événements. L'Organisation des Nations Unies doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour soulager les souffrances des réfugiés hongrois. Elle doit suivre de près l'action du Haut-Commissariat, essayer de surmonter les difficultés qui surgissent et se tenir au courant des offres de collaboration faites par les organismes internationaux compétents et par les gouvernements qui s'intéressent à cette œuvre de solidarité humaine. La délégation italienne signalera en temps utile les mesures que le Gouvernement italien a déjà prises et celles qu'il envisage de prendre. Pour le moment, elle se borne à déclarer que le débat qui vient de s'ouvrir à la Troisième Commission offre une excellente occasion d'étudier le problème; elle ne s'opposera pas toutefois à ce que la question soit portée devant la Cinquième Commission ou à ce que le débat se poursuive en séance plénière.

24. Mme AFNAN (Irak) déclare que sa délégation approuve sans réserve le mandat supplémentaire que l'Assemblée générale vient de donner au Haut-Commissariat d'assister les réfugiés hongrois. Une telle mesure s'imposait parce que, d'une part, l'Autriche ne peut assumer seule les lourdes charges que l'afflux des réfugiés sur son territoire entraîne pour elle et que, d'autre part, c'est le devoir de l'Organisation des Nations Unies d'aider tous les réfugiés. Sans doute faudra-t-il amender en conséquence le statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, annexe], car, sous sa forme actuelle, il ne permettrait pas à cet organisme de s'acquitter de sa mission.

25. L'Assemblée générale a précisé que le Haut-Commissariat n'était que temporaire et bien qu'en 1953 elle l'ait prorogé pour cinq ans [résolution 727 (VIII) de l'Assemblée générale], la période qui reste à couvrir

est manifestement trop courte pour qu'il puisse accomplir la tâche énorme à laquelle il doit faire face. Il faut prendre des mesures pour que le Haut-Commissariat puisse s'occuper de tous les réfugiés, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent et quelles que soient les circonstances. Le Haut-Commissariat doit devenir un organisme vraiment universel afin d'éviter le retour de situations fâcheuses comme celle qui s'est produite lorsque l'UNRRA a refusé d'aider les réfugiés arabes parce que son mandat ne s'étendait qu'aux réfugiés européens.

26. La délégation irakienne est prête à appuyer tout amendement au statut du Haut-Commissariat, ou toute autre mesure qui permettra au Haut-Commissariat d'assister les réfugiés hongrois.

27. Mme LIONAES (Norvège) précise que, de l'avis de sa délégation, il est hors de doute que la Commission doit examiner l'aspect humanitaire de la question des réfugiés hongrois.

28. Le Gouvernement norvégien recommande que pour aider ces réfugiés, on utilise au maximum les services du Haut-Commissariat. Le Haut-Commissariat dispose en effet d'un personnel compétent et il n'existe pas d'organisme qui lui soit comparable pour se charger de cette tâche. Il sera peut-être nécessaire de renforcer ses services et un accueil favorable sera très certainement réservé à toute mesure que le Haut-Commissaire et le Secrétaire général pourront proposer à cet effet. Le Haut-Commissariat servira avant tout de centre de coordination, car il est essentiel, dès le début, d'éviter tout double emploi.

29. La représentante de la Norvège indique ensuite brièvement ce que son pays a déjà fait en faveur des réfugiés hongrois. Jusqu'à présent, les dons privés s'élèvent à 1.300.000 dollars qui seront affectés à la mise en œuvre de divers projets. La Norvège a notamment l'intention d'organiser, de financer et de gérer un camp de transit en Autriche, qui pourra recevoir 1.000 à 1.500 personnes; la Croix-Rouge norvégienne a déjà acheté une propriété à cette fin. Le Gouvernement norvégien a ouvert un crédit représentant l'équivalent de 70.000 dollars pour l'aide aux réfugiés hongrois. Une partie de cette somme servira à couvrir les frais d'accueil et d'hébergement de réfugiés hongrois en Norvège et le reste sera mis à la disposition du Secrétaire général pour être utilisé par le Haut-Commissariat pour les réfugiés en consultation avec les autorités norvégiennes.

30. M. MICHELET (France) souligne qu'au moment où la Commission examine la question générale des réfugiés et se préoccupe de son règlement définitif, des dizaines de milliers de personnes quittent la Hongrie. La délégation française est heureuse que l'Assemblée générale ait adopté une résolution invitant le Haut-Commissaire pour les réfugiés à consulter d'autres institutions internationales compétentes et les gouvernements intéressés afin de fournir une assistance aux réfugiés de Hongrie<sup>2</sup>. La France est disposée à accueillir sans limitation de nombre tous les Hongrois qui chercheront refuge sur son territoire. Ce faisant, elle reste fidèle à ses traditions. La France a toujours eu à cœur en effet de défendre les victimes de la tyrannie et depuis 40 ans elle ne cesse d'accueillir des réfugiés politiques de tous pays. Trois cent soixante-quinze mille réfugiés se trouvent actuellement en France et le Gouvernement français s'efforce d'améliorer leur sort et de les intégrer dans l'économie nationale. Les divers

<sup>2</sup> Ibid.

départements ministériels ont pris des mesures afin que les règlements pertinents soient conformes aux dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés<sup>3</sup>, qui est entrée en vigueur en France en septembre 1954. Les réfugiés peuvent obtenir une carte de travail presque immédiatement et après trois ans de séjour en France peuvent exercer n'importe quelle profession. Ils peuvent recevoir une formation professionnelle soit dans les centres nationaux, soit dans les centres privés subventionnés par l'Etat. Les réfugiés sont entièrement assimilés aux Français et jouissent des mêmes droits qu'eux au point de vue de l'assistance médicale, de l'aide aux vieillards et aux familles nombreuses, par exemple. En 1957, l'Office national d'aide aux réfugiés disposera d'un crédit de 300 millions de francs. Etant donné la situation favorable qui règne sur le marché du travail en France, il sera possible de faire appel à un nombre important de réfugiés qui se trouvent actuellement dans des camps.

31. La France a donc conscience de faire son devoir à l'égard de tous les réfugiés, puisqu'elle les accueille sur son sol et qu'elle vient au deuxième rang des pays qui versent des contributions au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. La délégation française s'associera à tous ceux qui veulent apporter une solution à ce problème angoissant auquel les récents événements de Hongrie ont redonné une tragique actualité.

32. M. ROY (Haïti) s'étonne de trouver mentionnés au paragraphe 445 du rapport du Conseil économique et social (A/3154) deux montants différents pour les projets approuvés par le Comité exécutif du FNUR. Il souhaiterait avoir des éclaircissements sur ce point.

33. M. READ (Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés) précise que la somme de 2.359.747 dollars représente le montant des projets approuvés par le Comité exécutif à sa deuxième session et la somme de 3.586.086 dollars celui des projets approuvés par le Comité exécutif à sa troisième session.

34. M. BRENA (Uruguay) estime qu'il faut se garder de confondre deux questions entièrement différentes qui sont toutes deux du ressort de la Commission, mais dont l'une concerne la procédure et l'autre le fond.

35. La Commission doit examiner, en premier lieu, si le Haut-Commissariat a compétence pour s'occuper des réfugiés hongrois. Cela, de l'avis de la délégation uruguayenne, ne fait aucun doute. Il suffit, pour s'en convaincre, de procéder à l'analyse juridique du paragraphe 6 B du statut de cet organisme [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, annexe]. Aux termes de ce texte, le mandat du Haut-Commissaire s'exerce sur toute personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou hors du pays où elle avait sa résidence habituelle, qui craint d'être persécutée pour une raison quelconque et qui ne veut pas réclamer la protection du gouvernement du pays dont elle a la nationalité ou du pays où elle avait sa résidence habituelle. Ces trois éléments essentiels étant réunis dans le cas des réfugiés de Hongrie, il paraît difficile de contester la pleine compétence du Haut-Commissariat.

36. La seconde question qui se pose à la Commission concerne le rapport du Haut-Commissaire à l'Assemblée

générale (A/3123/Rev.1). Commentant brièvement ce document, M. Brena s'attache particulièrement à deux facteurs essentiels, l'admission de réfugiés dans les pays d'accueil et le financement des projets. Il estime, en ce qui concerne le premier facteur, que les États se doivent d'ouvrir leurs portes aux réfugiés, quand ils en ont la possibilité. L'Amérique latine — l'Uruguay, en particulier — n'a pas failli à ce devoir, comme en témoignent les offres de collaboration dont le rapport fait mention. Pour ce qui est du financement, les États doivent continuer à consentir des sacrifices; cela est d'autant plus indispensable que l'afflux récent de réfugiés en Autriche entraînera de lourdes dépenses que le Haut-Commissaire adjoint a évaluées au minimum à 11 millions de dollars pour une année.

37. Il est du reste infiniment déplorable que l'on en soit réduit à venir en aide aux réfugiés, à une époque où le respect des droits de l'homme devrait être garanti dans le monde entier. L'Organisation des Nations Unies a justement dans ce domaine un rôle essentiel à jouer. En s'employant à assurer la libre détermination des peuples et la protection des droits individuels, elle créera les conditions indispensables au maintien de la paix, car il n'est pas de paix si les individus ne se respectent pas mutuellement et si les États foulent aux pieds les droits fondamentaux.

38. M. BAROODY (Arabie Saoudite) a suivi avec le plus vif intérêt les débats dont le rapport du Haut-Commissaire a jusqu'à présent fait l'objet; il a écouté avec une attention particulière la déclaration de la représentante de la Suède (689<sup>e</sup> séance) dont il a apprécié l'esprit réaliste et la profonde humanité. Au stade actuel de la discussion et avant même qu'un projet de résolution ait été déposé, il estime indispensable de présenter quelques considérations d'ordre général.

39. Voulant décrire le réfugié typique, le Haut-Commissaire adjoint a cité une définition du feu Haut-Commissaire: un homme allant son chemin sac au dos, parce qu'il a choisi la liberté. Il y a des centaines de milliers de réfugiés qui ne répondent pas à cette description, des réfugiés qui ont été expulsés de leur pays par la force.

40. M. Baroodi croit important de rappeler tout d'abord qu'il existe diverses catégories de réfugiés. Certains peuvent être qualifiés de réfugiés véritables; il s'agit des réfugiés politiques, des personnes déplacées, de tous ceux qui craignent, à tort ou à raison, d'être persécutés dans leur pays s'ils y restent ou s'ils y retournent. Leur sort est digne de pitié et il faut tout faire pour les aider. Mais il y a une autre catégorie de réfugiés; elle est nombreuse et groupe les individus très divers: aventuriers qui cherchent à émigrer dans un pays étranger et, pour échapper à une législation trop sévère, prétendent demander asile, criminels, pillards ou meurtriers, qui entendent recommencer leur vie et cacher à l'étranger un passé trop lourd. Ainsi donc, lorsqu'on parle de réfugiés, il convient d'établir des distinctions. On ne saurait accorder à tous le même traitement ni la même considération.

41. La politique appliquée à l'heure actuelle en ce qui concerne les réfugiés véritables — les seuls dignes d'intérêt — n'est peut-être pas entièrement satisfaisante. On insiste beaucoup sur la réinstallation en pays étranger et fort peu sur le rapatriement, ce qui paraît assez regrettable. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à la suite des épreuves pénibles qu'ils ont traversées, les réfugiés sont sous le coup d'une sorte de commotion. On ne devrait donc pas leur demander, dès leur arrivée en territoire étranger, s'ils souhaitent retourner dans leur

<sup>3</sup> Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides, tenue à Genève (Suisse) du 2 au 25 juillet 1951, *Acte final et Convention relative au statut des réfugiés* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951.IV.4).

pays ou s'installer ailleurs. Il paraît indispensable de laisser s'écouler un certain temps, de prévoir une période de réflexion.

42. Le représentant de l'Arabie Saoudite appelle l'attention des membres de la Commission sur une catégorie très spéciale de réfugiés politiques: ceux qui ont quitté leur pays parce qu'ils ont été le jouet d'une propagande habile à laquelle ils ont ajouté foi. Aussi longtemps que la liberté de l'information ne sera pas assurée, que les Etats — les plus importants en particulier — useront des moyens d'information dont ils disposent pour intervenir dans les affaires d'autrui et attiser les passions politiques, le nombre de ces réfugiés risque fort d'augmenter. La transformation du Haut-Commis-

sariat en un organisme permanent deviendra alors inévitable. Ce n'est vraisemblablement pas ce que souhaite la Commission. Il serait vain en tout cas de ne s'occuper que de l'aide aux réfugiés; l'existence même de réfugiés résulte de certaines causes qu'il faut éliminer.

43. M. ROSSIDES (Grèce), convaincu qu'il n'y a pas de tâche plus noble que d'améliorer le sort des réfugiés, déclare que la Commission doit s'efforcer de faire tout ce qui est en son pouvoir pour permettre au Haut-Commissariat et à tous ceux contribuent à soulager les souffrances des réfugiés, de s'acquitter efficacement de leur tâche.

La séance est levée à 17 h. 40.